



La Lettre Économique

Pour le Mexique, l'Amérique Centrale et les Caraïbes

© DG Trésor

N°17 – Mai 2020

SOMMAIRE

LES BRÈVES EN BREF

MEXIQUE (p.9)

PEMEX, entreprise la plus endettée du monde (105 Mds USD), perd l'investissement grade et place le Mexique sous pression

AMERIQUE CENTRALE (p.13)

Panorama de l'économie numérique en Amérique Centrale (CA-4) / Synthèse

GUATEMALA (p.16)

Les réactions rapides du gouvernement face à la pandémie de COVID-19 n'épargneront pas le pays d'une récession économique.

REPUBLIQUE DOMINICAINE (p.19)

En raison de la crise sanitaire du Covid-19, l'économie dominicaine va décroître en 2020

CUBA (p.21)

Le commerce bilatéral entre la France et Cuba en 2019

FOCUS STATISTIQUE

LES BRÈVES EN BREF

Mexique

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

COVID-19

- ❖ **Le Président Andrés Manuel López Obrador (AMLO) a présenté le 5 avril son plan économique pour limiter l'impact économique de la pandémie de COVID-19.** Pour faire face à la crise actuelle, le gouvernement a annoncé peu de nouvelles mesures, pariant sur le renforcement des politiques actuelles. Le Président a ainsi remis l'accent sur les programmes sociaux, les programmes prioritaires d'infrastructures et l'austérité républicaine. Cependant, le gouvernement n'a annoncé aucun plan

d'ampleur pour soutenir l'écosystème entrepreneurial privé et a également écarté l'idée d'endetter le pays. **Au total, les mesures présentées sont estimées à 1% du PIB.**

- ❖ **Alors que le secteur privé attendait beaucoup des annonces d'AMLO, il a manifesté sa déception des annonces du Président.** Les deux principales organisations patronales (CEE et COPARMEX) ont rapidement mis en avant l'inadéquation du plan du Président à la situation économique du pays tandis que les principales banques du pays ont également critiqué le plan du gouvernement. Les analystes estiment en effet que, sans soutien aux entreprises et sans mesures fiscales pour stimuler l'économie, l'impact économique du coronavirus entraînera des pertes d'emplois massives et une baisse prolongée de la consommation.
- ❖ **Les autorités mexicaines ont annoncé, le 16 avril, la prolongation jusqu'au 30 mai de la « Stratégie Nationale de Saine Distance », débutée le 24 mars dernier.** Ces mesures de distancement social pourraient être levées à compter du 17 mai dans certaines municipalités n'enregistrant aucun cas (900 municipalités). Les activités productives pourraient reprendre à compter du 1^{er} juin prochain. Les autorités considèrent que les mesures mises en place par le Mexique ont permis un aplanissement de la courbe de contagion.
- ❖ **L'entrée dans la phase 3 de l'épidémie de COVID-19 a été décrétée mardi 21 avril.** Elle intervient près d'un mois après l'entrée dans la phase 2 qui a eu lieu le 24 mars dernier. Le passage en phase 3 renforce les mesures de distanciation sociales : la distance de sécurité est étendue à 2,25 mètres, les activités non-essentiels restent suspendues et la protection aux personnes vulnérables est renforcée. La Ville de Mexico et l'État de Mexico (les deux États les plus touchés) ont notamment annoncé l'application obligatoire du programme de circulation alternée à tous les véhicules et la fermeture de 20 % des stations du réseau de transport.
- ❖ **Le Président Andrés Manuel López Obrador (AMLO) a annoncé qu'un million de nouveaux prêts seront accordés aux petites entreprises familiales afin de répondre à l'urgence liée au COVID-19.** Ces prêts seront destinés aux entreprises dont les travailleurs sont inscrits à la sécurité sociale et qui n'ont pas licencié leurs employés ou baissé leurs salaires au cours des dernières semaines. Les prêts seront accordés sur demande et seront d'un montant de 25 000 MXN (environ 1 000 USD), à rembourser dans les 3 ans à un taux d'intérêt compris entre 6,5 et 10 %. Le coût total de la mesure représente 0,1 % du PIB (25 Mds MXN).
- ❖ **Par ailleurs, le Président AMLO a précisé que les politiques d'austérité allaient être significativement renforcées.** Le Président a ainsi annoncé 11 mesures dont la création de 2 M d'emplois supplémentaires et la fourniture de 3 M de crédits. Les mesures d'austérité incluent la réduction des salaires des hauts-fonctionnaires de 25 %, le non-exercice volontaire de 75 % du budget fédéral dédié aux fournitures et la suppression de 10 directions générales. Les grands projets du Gouvernement (nouvel aéroport, Train Maya, etc..) sont toutefois maintenus. Les analystes ont critiqué ces annonces, les jugeant inappropriées étant donnée la crise et que le maintien des dépenses pour les grands projets est une mauvaise allocation du budget fédéral en l'absence de vraie mesure contra-cycliques.
- ❖ **L'Union Européenne appuiera le Mexique dans le cadre de son enveloppe de 918 M EUR affectée au continent Latino-Américain et aux Caraïbes. Au Mexique, l'appui atteindra 5 M EUR,** prenant la forme d'un soutien au secteur santé, selon le Vice-Président de la Commission Européenne.

Économie

- ❖ **Les prévisions de croissance pour 2020 continuent d'être revues à la baisse en raison de la pandémie de COVID-19 :**

- **Le FMI prévoit un repli de l'économie mexicaine de 6,6 % en 2020. Le FMI a publié ces prévisions dans le cadre de son rapport d'avril sur les perspectives économiques mondiales.** Pour mémoire, le FMI prévoyait 1 % de croissance au Mexique en 2020 dans ses prévisions antérieure. Pour 2021, le FMI prévoit un retour à la croissance, à 3 % ;
 - **La Banque mondiale prévoit que le Mexique enregistrera une baisse de 6 % en 2020, et prévoit une reprise modérée, à 2,5 % pour 2021 et 2022.** Le Mexique ferait ainsi partie des pays enregistrant les impacts du COVID-19 les plus importants sur leurs économies ;
 - **La Commission Économique des Nations Unies pour l'Amérique Latine (CEPAL) a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour le Mexique : elle anticipe désormais une contraction de 6,5 % en 2020.** La CEPAL prévoyait un repli économique compris entre 3,8 % et 6 % le 3 avril dernier.
- ❖ **Les indicateurs pré-crise du COVID-19 de l'économie mexicaine indiquent une situation particulièrement dégradée de cette dernière :**
- **L'industrie mexicaine accélère son repli en février, à -1,9 % g.a. contre -1,6 % en janvier.** Il s'agit du 16^{ème} mois de décroissance. L'industrie manufacturière a perdu -1 % g.a, en baisse sur 16 de ces 21 composantes. Le secteur de la construction perd -9,1 % g.a. Seul le secteur minier a une dynamique positive (+5,5 % g.a.). Si la tendance est négative en amont de la crise de COVID-19, les experts s'attendent à une chute très prononcée de l'industrie dans les mois à venir et sur l'année 2020 ;
 - **L'investissement physique au Mexique a baissé de -8,6 % en février, après une première baisse de 3 % en janvier.** L'investissement en machines et équipements accumule une baisse de 12 mois consécutifs, à -11,2 %. Les dépenses de construction baissent de -7,9 % g.a ;
 - **La demande a très peu augmenté en janvier (+0,3 %) après une très faible croissance de +0,3 % en décembre.**
- ❖ **Près de 347 000 emplois formels ont été perdus au Mexique depuis le début de la crise du COVID-19 (entre le 13 mars et le 6 avril),** selon le Ministère du Travail, soit 1,7 % des employés formels du pays. 6 États concentrent 56 % des pertes d'emploi : le Quintana Roo; Mexico; le Nuevo León; Jalisco; l'État de Mexico et le Tamaulipas. La Ministre du Travail considère par ailleurs qu'il n'existe aucune raison justifiable pour qu'une entreprise licencie ses salariés ou baissent leurs salaires, et que le Ministère pourrait attaquer les entreprises en justice. 138 000 (62 %) de ces salariés licenciés ne pourront pas compter sur le mécanisme public de sécurité sociale, ceux-ci n'ayant pas cotisé suffisamment pour y avoir accès.
- ❖ **Le Mexique abaissera sa production de pétrole brut de 100 000 barils de pétrole par jour (bppj, -5,6 %) à compter de mai et jusqu'à fin 2021,** dans le cadre de l'accord historique de l'Organisation des Pays Producteurs de Pétrole Élargie (OPEP+), le 12 avril dernier. Le Mexique s'est ainsi opposé à la proposition des Émirats Arabes Unis, qui prévoyait une baisse de la production de pétrole quotidienne du Mexique alignée sur la baisse prévue pour les autres pays, à savoir une baisse de 400 000 bppj (-22,4 %). Les États-Unis prendront à leur charge les 300 000 bppj, suite à l'accord établi entre AMLO et D. Trump par téléphone.
- ❖ **La Banque centrale (Banxico) a – sans réunion de politique monétaire – abaissé son taux d'intérêt de 0,5 point le 21 avril à 6,0 %.** Banxico a par ailleurs annoncé plusieurs mesures de soutien au secteur financier d'un montant total de 30 Mds USD (750 Mds MXN). Ces mesures consistent essentiellement en l'injection de liquidités aux institutions bancaires pour canaliser le crédit vers les micros, petites et moyennes entreprises particulièrement affectées par la pandémie (1 Mds US). Ces mesures cherchent à freiner la chute de l'activité économique qui pourrait être supérieure à 5 % du

PIB. En cumulé, toutes les mesures de Banxico depuis le début de la pandémie équivalent à 3,3% du PIB.

- ❖ **L'économie mexicaine enregistre un repli de -2,4 % g.a. au T1 2020.** Il s'agit du pire repli économique depuis le T3 2009, quand l'économie mexicaine avait reculé de 5 % g.a. dans le cadre de la crise économique et financière mondiale. Le Mexique accumule ainsi trois trimestres de repli économique successifs, avec -0,2 % g.a. au T3 2019 et -0,4 % g.a. au T4 2019. Au T1 2020, l'industrie perd -3,8 % g.a. et les services se sont repliés de -1,4 % g.a. Les activités primaires croissent, elles, de 1,4 % g.a. En comparaison trimestrielle, le PIB baisse de 1,6 % g.t, soit le 5ème mois de baisse consécutive. Les analystes consultés par Bloomberg anticipaient un repli de -2,3 %.
- ❖ **Le gouvernement mexicain et les autorités européennes ont conclu le 28 avril dernier les négociations de modernisation de l'accord de libre-échange entre le Mexique et l'Union Européenne.** La fin des négociations fait suite à l'acceptation par les autorités européennes de la proposition mexicaine relative au chapitre des marchés publics subfédéraux. Certaines procédures devront toutefois être finalisées avant l'entrée en vigueur de l'accord commercial modernisé : la révision juridique de l'accord et la traduction dans toutes les langues de l'UE. La proposition de la Commission sera ensuite transmise pour signature.

Finances publiques

- ❖ **Selon le FMI, la dette du gouvernement mexicain va augmenter pour atteindre 61,4 % du PIB cette année, contre 53,4 % en 2019.** Le FMI a cependant précisé que ces estimations étaient incertaines car l'ampleur de l'impact du COVID-19 sur les finances publiques restent à définir, notamment en fonction de la durée de la pandémie mais également de la rapidité de la reprise économique.
- ❖ **Fitch a abaissé la notation créditrice du Mexique d'un cran le 15 avril dernier, à BBB- en devises. Le Mexique est ainsi un cran au-dessus de la limite séparant les actifs spéculatifs et les actifs jugés comme étant de qualité.** Fitch explique sa décision par l'importance de la récession prévue pour le Mexique dans le cadre de la crise du COVID-19, et par la faiblesse de la reprise au S2 2020 en raison des facteurs ayant freiné l'économie en 2019 (forte incertitude, notamment). **60 % des gestionnaires de fonds interrogés par Bank of America (BofA) pensent que le Mexique perdra son statut d'investissement de qualité d'ici la fin 2021.**
- ❖ **Moody's a abaissé la note créditrice souveraine du Mexique le 16 avril dernier, la plaçant à Baa1 avec une perspective négative.** L'agence de notation a cité la faiblesse des perspectives de croissance à moyen terme, la détérioration persistante de la situation financière de PEMEX et la détérioration de la gestion des politiques publiques comme raisons de cette baisse. Le même jour, Moody's a également abaissé la note de PEMEX de Baa3 à Ba2, ce qui la place dans la catégorie des actifs « spéculatifs » (ou « junk bond », vs. catégorie d'actifs d'investissement).
- ❖ **Le Gouvernement a émis 6 Mds USD de titres de dette le 22 avril dernier à quatre niveaux d'échéance (5, 10, 12, et 31 ans). Il s'agit d'une des émissions obligataires les plus importantes de l'histoire des finances publiques mexicaines.** Les obligations à 5 ans seront rémunérées à 4,125 % : un niveau supérieur à la dernière émission du gouvernement (janvier dernier) alors que la note créditrice a été abaissée (cf. supra). Les obligations à 10 ans seront rémunérées à 3,313 %. La demande pour ces titres a atteint 4,75 fois le montant émis. Si ces taux paraissent de prime abord intéressants, les experts mettent toutefois en avant que l'opération visait à refinancer des obligations arrivant à échéance et dont le taux étant moins important que celui des émissions du 22/04.

Entreprises et grands contrats

- ❖ **Fitch Ratings a abaissé la note de PEMEX de "BB +" à "BB" le 3 avril, avec perspective négative.** Selon l'agence de notation, cette décision reflète la flexibilité limitée de l'entreprise pour faire face à la récession dans l'industrie du pétrole étant donné sa charge fiscale élevée et ses besoins d'investissement pour maintenir la production et reconstituer les réserves.
- ❖ **L'agence de notation Fitch Ratings a abaissé les notes créditrices de PEMEX et de CFE à BB- et BBB- respectivement le 16 avril dernier.** Selon Fitch, cette réduction est due à la forte dépendance des deux entreprises à la notation souveraine du Mexique qui, pour rappel, avait été abaissée la veille (15 avril).
- ❖ **Les réductions de la notation de PEMEX et du pays pourraient entraîner la vente par plusieurs fonds d'investissement des obligations qu'ils détiennent de la compagnie pétrolière,** ainsi qu'un coût de financement plus élevé pour l'entreprise et pour le pays, selon les experts. Suite à la baisse de notation de Moody's, deux des trois principales agences de notation considère désormais les titres de PEMEX comme étant des « *junk bond* », les plaçant dans la catégorie des actifs spéculatifs pour les marchés financiers internationaux.
- ❖ **Les pertes de PEMEX atteignent -23,4 Mds USD sur le seul 1^{er} trimestre de 2020, dépassant ainsi les pertes de l'intégralité de l'année 2019.** Pour mémoire, les pertes atteignaient 1,5 Mds USD sur la même période en 2019. Les pertes au T1 2020 sont 62 % supérieures aux pertes de l'année 2019, qui étaient elles-mêmes 92 % supérieures à celles de 2018. Sur le T1 2020, les revenus ont baissé de 20,3 % et les exportations de 19,4 %, dans le cadre de la crise liée au COVID-19. La dépréciation du MXN a également significativement impacté les finances de PEMEX, générant une perte de 19,5 Mds USD.
- ❖ **PEMEX a réduit de 1,7 Md USD (40,5 Mds MXN) son budget d'investissement pour 2020 en raison de l'impact de la pandémie COVID-19 sur ses finances.** Cette réduction fait partie d'une série de mesures financières équivalentes à 4,7 Mds USD (113 Mds MXN) visant à atténuer les effets que la baisse des prix internationaux du pétrole et le COVID-19 auront sur ses finances. Le plan comprend également le soutien budgétaire du gouvernement, via une baisse de la fiscalité appliquée à PEMEX à hauteur de 2,7 Mds USD (65 Mds MXN).

AMERIQUE CENTRALE

2018 – PIB : 268,2 Mds USD | Pop : 49 M hbts

- ❖ **Dans son rapport Perspectives de l'économie mondiale publié le 14 avril, le FMI prévoit une récession de 3% en 2020 en Amérique centrale.** En détail, l'institution prévoit -6 % au Nicaragua ; -5,4 % au Salvador ; -3,3 % au Costa Rica ; -2,4 % au Honduras ; - 2 % au Guatemala et au Panama. Pour rappel, l'économie de la région avait crû de 2,4 % en 2019.
- ❖ **Les États-Unis se sont engagés à fournir 258 M USD au Guatemala, au Honduras et au Salvador pour le financement de programmes visant à réduire l'immigration illégale vers l'Amérique du Nord.** Le Salvador recevra 66,4 M USD, le Honduras 71,2 M USD, le Guatemala 87 M USD et 33,3 M USD supplémentaires seront versés aux trois pays dans le cadre de programmes régionaux.

Costa Rica

- ❖ **Selon l'agence de notation Moody's, le déficit budgétaire du Costa Rica devrait atteindre 8% du PIB à la fin de l'année 2020 et la dette publique 66% du PIB. Le paiement des intérêts devraient atteindre 35% des revenus de l'État.**
- ❖ **Le président a confirmé la mise en place de subventions à hauteur de 480,7 M USD pour les familles affectées économiquement par le coronavirus (pertes d'emploi par exemple).**

- ❖ **Le budget extraordinaire, évalué à 650 M USD, a été approuvé en première lecture par les députés.** L'un des principaux objectifs est de disposer de ressources pour renforcer le programme social Proteger (aide économique de 3 mois dédiée aux personnes vulnérables dont l'emploi a été affecté par le COVID-19) d'un coût total de 264 M USD. Sont également inclus 380 912 USD pour le paiement de la dette publique et environ 5,3 M USD pour renforcer les soins de santé.

Guatemala

- ❖ **L'agence de notation Fitch Ratings a rétrogradé de BB à BB- (avec perspectives stables) la qualification du risque pays du Guatemala, anticipant une forte contraction de la croissance en 2020 (entre 0,5% et 1,5%) et une chute des recettes fiscales en raison de la crise du COVID-19.** Cette décision a été mal accueillie par les autorités financières et par la banque centrale du Guatemala. Cette dernière - rappelant la qualité des fondamentaux macroéconomiques du pays et la résilience de son économie aux grandes crises passées- estime cette décision hâtive.
- ❖ **Au cours des deux premières semaines d'avril, l'État a contracté 3,82 Mds USD (29,4 Mds GTQ) d'endettement supplémentaire.** Le Congrès a autorisé sept prêts de banques multilatérales de développement pour un montant total de 10 Mds GTQ (1,3 Md USD) : un de la Banque mondiale (200 M USD), deux de la BCIE (493 M USD) et quatre de la BID (560 M USD). Outre les prêts accordés par ces organisations internationales, le Ministère des Finances a reçu l'approbation du Congrès pour l'émission de 19,4 Mds GTQ (2,52 Mds USD) de bons du Trésor, dont 11 Mds GTQ (1,43 Mds USD) qui seront absorbés par la Banque centrale, comme l'autorise la Constitution du Guatemala.
- ❖ **L'Association des Exportateurs du Guatemala prévoit une chute de 60 % g.a du tourisme au Guatemala en 2020 en raison du COVID-19.** 90 % des entreprises du secteur n'enregistre aucune réservation jusqu'au mois de mai. Le taux d'occupation est nul dans 80% des hôtels – 4 % en moyenne pour le reste.
- ❖ **Le gouvernement guatémaltèque a émis 1,2 Md USD en Eurobonds le 21 avril dernier en Bons du Trésor sur les marchés internationaux dans le cadre de la crise du Covid-19 :** des obligations à 12 ans pour 500 M USD rémunérées à 5,375% ; et des obligations à 30 ans pour 700 M USD rémunérée à 6,125%.
- ❖ **La Banque centrale du Guatemala a, à nouveau, revu à la baisse ses prévisions de croissance pour 2020, qui s'établissent désormais entre 0,5% et -1,5%.**

Honduras

- ❖ **Le Congrès a approuvé l'émission de bons du Trésor d'un montant de 2,5 Mds USD** souhaitée par le gouvernement pour atténuer les graves difficultés économiques dans le pays liées à la crise du COVID-19.
- ❖ **La Banque mondiale a approuvé un prêt à l'appui des politiques de développement pour la gestion des risques de catastrophe d'un montant de 119 MUSD en faveur du Gouvernement du Honduras.** Cette opération a pour objectif d'aider le pays à être mieux en mesure de gérer l'impact financier des catastrophes naturelles, des chocs climatiques et des pandémies. Ces ressources financières pourront d'ailleurs être utilisées dans le cadre de cette crise sanitaire du Covid-19.
- ❖ **La Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) soutiendra la Banque centrale du Honduras à hauteur de 200 M USD dans le cadre de la crise du COVID-19.**

Nicaragua

- ❖ **Les Ministres des Finances du G20 se sont accordés sur une suspension temporaire du service de la dette des pays les plus pauvres, dont le Nicaragua.**

Panama

- ❖ **Les recettes collectées par l'Etat au cours du mois de mars ont été inférieures de 42,8% à ce qui avait été budgété**, en raison de l'impact économique causé par le coronavirus. Le gouvernement devait recevoir 719,9 M USD et n'a reçu que 411,9 M USD, soit 308 M USD de moins que prévu. Les recettes fiscales ont été le plus affectées : elles ont été 44,4% inférieures à la prévision initiale.
- ❖ **Le Conseil d'administration du FMI a approuvé une demande de décaissement de 515 M USD pour aider le pays à répondre à ses besoins urgents** face à une hausse du déficit de la balance des paiements résultant de la crise sanitaire.
- ❖ **Le gouvernement déboursa 427 M USD pour faire face à la crise du COVID-19.** Le Vice-Ministre des Finances a confirmé que ce montant sera consacré aux investissements en santé, et dans les projets sociaux, particulièrement le programme *Panama Solidario* (aide alimentaire aux populations les plus vulnérables). La crise sanitaire a déjà eu un impact fort sur les finances publiques sur le mois de mars, avec un déficit budgétaire d'environ 267 M USD.
- ❖ **Le canal de Panama a enregistré une réduction du volume des transits en conséquence de la pandémie de coronavirus.** Cette tendance devrait se poursuivre en avril et s'étendre jusqu'à mai, voire juin selon les experts. Le Canal continue toutefois d'être une voie privilégiée pour le commerce maritime. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) estime que le commerce mondial pourrait diminuer entre 13% et 30%, ce qui affectera les le canal de Panama.

Salvador

- ❖ **Le gouvernement salvadorien suspend l'ensemble de ses projets d'investissements**, l'objectif étant de réorienter ses ressources dans des programmes d'aide et d'urgence pour faire face au Covid-19.
- ❖ **Le FMI approuve un prêt de 389 M USD au gouvernement salvadorien pour lutter contre le Covid-19. La majeure partie servira à financer l'achat de matériels médicaux.**
- ❖ **La Délégation de l'Union Européenne au Salvador réorientera 60 M USD** – initialement prévus pour d'autres programmes dans le pays – **au profit du secteur de la santé salvadorien dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.**

CARAÏBES

2018 – PIB : 156 Mds USD | Pop : 27 M hbts

Cuba

- ❖ **Reconnue pour la qualité de son personnel et de ses services médicaux, Cuba a - depuis le début de la pandémie – envoyé 1 455 professionnels de la santé dans plus de 20 pays**, dont l'Italie et Andorre, pour aider à combattre le virus. Spécialisée dans la lutte contre les épidémies et les situations de désastre, la brigade médicale *Henry Reeve*, complète le programme de mise à disposition de coopérants de la santé qui compte près de 28.000 professionnels actifs à travers le monde.
- ❖ **La Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC) estime dans son dernier rapport que l'économie cubaine enregistrera une baisse de 3,7 % de son PIB.** Pour Elías Amor Bravo, économiste cubain, les conséquences économiques seront plus graves et table sur une chute de l'économie cubaine de près de 6% pour l'exercice en cours. Pour mémoire, la CEPALC estime que le continent connaîtra la pire récession de son histoire en 2020, avec une chute estimée de 5,3% de son PIB.

Haïti

- ❖ **Le Conseil d'Administration de la Banque mondiale a approuvé, le 2 avril dernier, un don de 20 M USD pour le projet soutenir la réponse haïtienne dans le cadre du COVID-19.** Ce projet vise principalement à limiter la transmission du COVID-19 en Haïti par la détection et le contrôle des infections et à renforcer le système de santé du pays.
- ❖ **La dette haïtienne a été allégée par FMI.** Haïti fait partie des 25 pays ayant reçu un allègement des sommes dues. Par ailleurs, **le Premier Ministre a annoncé que les entreprises de l'industrie textile allaient pouvoir reprendre graduellement leur production** à la fin de la période d'urgence sanitaire soit à compter du 20 avril.
- ❖ **Le conseil d'administration du FMI a approuvé le versement d'un prêt de 111,6 M USD à Haïti dans le cadre de la Facilité Rapide de Crédit pour appuyer la balance des paiements du pays.** La balance des paiements est sous pression en raison de la baisse des transferts de migrants, de la baisse des exportations de produits textiles et des entrées d'IDE en lien avec la crise du COVID-19.

Jamaïque

- ❖ **La Banque de développement de Jamaïque (DBJ) a ciblé des prêts de 7,39 Mds USD pour les PME pour l'année fiscale 2020-2021.** L'initiative vise à stimuler l'innovation et la productivité parmi les PME à potentiel de croissance et à promouvoir une croissance durable dans les *start-ups*.
- ❖ **Le Gouvernement jamaïcain a demandé l'aide du FMI dans le cadre de l'Instrument de Financement Rapide de l'institution, selon le Ministre des Finances.** Le Ministre des Finances a par ailleurs indiqué que la pandémie de COVID-19 menaçait les bienfaits des 7 ans de réformes réalisés par le pays dans le cadre de deux programmes FMI ayant porté leurs fruits.

République dominicaine

- ❖ **La dette publique consolidée a atteint 48,2 Mds USD fin février dernier, dépassant les 50 % du PIB, à 53,9 %.** La dette publique a cru de 14,6 % g.a, soit une croissance de 6,1 Mds USD en 1 an. La dette a par ailleurs cru de 62 % depuis décembre 2016.
- ❖ **La Banque centrale a abaissé le 16 avril dernier ses taux REPO en devises à 0,9 % (-0,9 pdp)** afin d'assurer l'accès des acteurs financiers dominicains aux devises et stabiliser le cours du Peso Dominicain (DOP). 400 M USD sont accessibles, pour 90 jours. Cette mesure fait partie des principales mesures prises par le Banque centrale pour appuyer l'économie dans le cadre de la crise du COVID-19.
- ❖ **Les élections présidentielles et parlementaires, initialement prévues le 17 mai prochain, ont été reportées au 5 juillet prochain,** décision de « force majeure » étant donnée la crise sanitaire liée au COVID-19.
- ❖ **Le Conseil d'Administration du FMI a approuvé un appui au Gouvernement dominicaine de 650 M USD via l'Instrument de Réponse Rapide (IRR),** représentant 100 % du quota du pays. Les autorités dominicaines se sont par ailleurs engagées à mettre en place une revue de ses instruments de garde-fous monétaires dans le cadre de cet appui du FMI.
- ❖ **L'indice mensuel de l'activité manufacturière a atteint 38,2 points en mars, vs. 55,9 points en février. Il s'agit de la valeur de l'indice la plus basse jamais enregistrée pour cet indicateur,** créé en 2015. Pour mémoire, une valeur supérieure à 50 points indique une expansion de l'activité, quand une valeur inférieure à ce seuil indique un repli. Cet indice recueille les réponses de 500 entreprises.

MEXIQUE

PEMEX, entreprise la plus endettée du monde (105 Mds USD), perd l'investissement grade et place le Mexique sous pression

Alors que PEMEX accumulait déjà les pertes, la chute des cours du baril de pétrole vient de provoquer le déclassement en « junk bond » de la dette de la société et met sous très forte pression celle-ci ainsi que celle de l'Etat mexicain dont 17 % des ressources proviennent des revenus pétroliers. La politique du gouvernement AMLO d'investissements massifs pour enrayer le déclin de la production pose d'autant plus question aujourd'hui, alors que la santé financière de PEMEX est pointée du doigt comme une des principales menaces pour l'économie mexicaine. Ce contexte éclaire sans doute la position du Mexique dans les dernières négociations OPEP visant à réduire la production pétrolière mondiale.

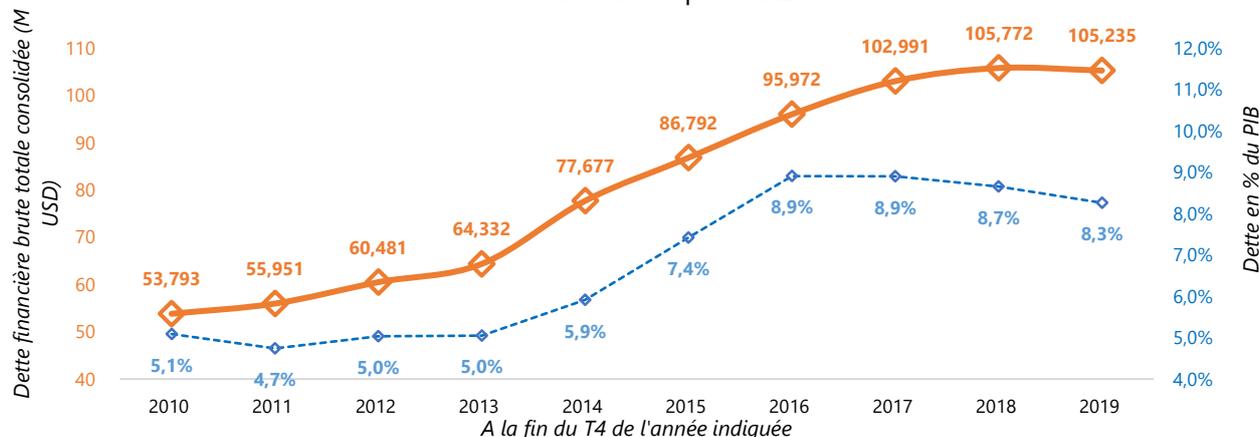
1. Malgré un appui très significatif du Gouvernement, la situation opérationnelle et financière de PEMEX reste critique.

a) Une entreprise dans une situation critique.

L'entreprise fait face depuis 15 ans au déclin continu de sa production (-46 % entre 2004 et 2018), notamment sur le champ offshore de Cantarell (qui fut longtemps le 2ème plus important champ pétrolier du monde derrière celui de Ghawar en Arabie Saoudite), sans être en mesure de le compenser par de nouvelles découvertes, voyant ses réserves également décroître rapidement. Les réserves prouvées de PEMEX ont ainsi diminué de 20 % entre 2016 et 2018, faute d'investissement suffisant (notamment en exploration) : l'investissement s'est ainsi contracté de près de moitié depuis 2014. **Cette chute de la production alimente une dégradation significative de la situation financière de PEMEX, limitant à son tour la capacité de l'entreprise à investir dans la relance de la production.** Depuis 2008, et plus encore depuis 2013, les pertes s'accumulent et sa dette s'est creusée depuis 2012. **Avec 105 Mds USD (8,3 % du PIB), PEMEX est aujourd'hui l'entreprise pétrolière la plus endettée au monde.**

PEMEX fait également face à un manque de compétitivité et à une mauvaise gestion (problèmes de corruption, poids du syndicat). L'ancien directeur général E. Loyola est actuellement détenu à Madrid pour des faits présumés de corruption (blanchiment d'argent, pot-de-vin et fraude). Le Mexique a récemment demandé son extradition.

Graphique 2 : La dette de PEMEX a très significativement cru à partir de 2014, pour se stabiliser à compter de 2017



- b) Malgré l'appui historique du gouvernement, les résultats de l'entreprise en 2019 illustrent le déclin du fleuron national.

Le Président Andrés Manuel López Obrador s'est donné – depuis la campagne Présidentielle – comme objectif prioritaire le sauvetage de PEMEX au nom de la souveraineté énergétique.

Dans ce cadre, le Gouvernement a multiplié annonces et plans, injectant plus de 5 Mds USD de liquidité dans l'entreprise en 2019, et concédant des baisses d'impôt conséquentes permettant à PEMEX de mettre un terme en 2019 à la chute de production observée depuis mi 2017, et stabiliser celle-ci. Les niveaux de production restent cependant bas, avec 1,75 M bp/j en moyenne en février dernier, contre plus de 2 M bp/j deux ans plus tôt. Les résultats restent en-dessous de ceux mis en avant dans le plan d'opérations présenté par l'entreprise mi-juillet (par ailleurs jugés ambitieux par les experts).

Financièrement, l'entreprise a enregistré 15 Mds USD de pertes en 2019, soit près de deux fois plus qu'en 2018. L'entreprise a vu ses revenus diminuer de 16,5 %, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation, de par la baisse de la production et la baisse des prix du brut (55,63 USD sur l'année, - 9,3% par rapport à 2018).

Par ailleurs, PEMEX accuse d'importants retards de paiement (plusieurs mois) envers certains de ses fournisseurs ou prestataires de service.

2. PEMEX, très affaiblie par la chute des cours, reste une priorité d'AMLO.

- a) La chute des cours du brut fragilise encore plus PEMEX

Alors que PEMEX était déjà dans une situation difficile, la chute de cours liée à la crise du COVID-19 aggrave la situation financière de l'entreprise. Le cours du brut mexicain s'est établi à 10,4 USD/b mardi 31 mars contre 55,63 USD/b en moyenne sur 2019 et 49 USD/b pris en compte dans la préparation du budget 2020. De plus, le pétrole mexicain, de mauvaise qualité, a particulièrement souffert de la chute des cours. Les exportations, qui représentent 42% des revenus de PEMEX en 2019 (30% pour le seul pétrole brut) seront donc durement impactées. Les coûts moyens d'extraction du baril sont de plus particulièrement élevés, en raison de puits en fin de vie chers à opérer. Ils sont situés ainsi autour de 14 USD au Mexique, et selon les gisements varient entre 5 USD/b et plus de 20 USD/b. Fitch estime que le coût complet moyen avant impôts se situe autour de 50 USD/b. Par ailleurs, **la baisse de la demande en carburants prévisible sur le marché domestique viendra accentuer la pression sur les résultats de l'entreprise.**

Le Gouvernement maintient malgré tout une stratégie d'investissements de PEMEX en maintenant les investissements initialement prévus, pour augmenter la production à court terme, et accroître les capacités de raffinage. AMLO a ainsi annoncé qu'il n'y aurait pas d'arrêt des travaux de la raffinerie Dos Bocas, qui devrait coûter à terme quelques 12 Mds USD et estime que la sortie de la crise pétrolière se fera par la mise en exploitation de nouveaux champs : il prévoit ainsi de creuser 700 nouveaux puits en 2020 – alors même que les coûts d'extraction de ces champs se trouvent au-delà de la valeur actuelle du baril.

- b) La position du Mexique lors de la dernière réunion de l'OPEP+ dictée par des considérations de politique intérieure.

La position du Mexique lors des dernières négociations OPEP+ et notamment son refus de réduire sa production de 22,4 % (-400 000 barils/jour) est à analyser à travers le prisme de la politique intérieure. AMLO s'est en effet fortement engagé sur une relance de la production de pétrole brut. Le Mexique s'est donc opposé à la proposition des Émirats Arabes Unis, qui prévoyait une baisse de la production de pétrole quotidienne du Mexique alignée sur la baisse prévue pour les autres pays, à savoir

une baisse de 400 000 bppj (-22,4 %). Les États-Unis prendront à leur charge les 300 000 bppj supplémentaires demandés au Mexique.

PEMEX aurait toutefois pu bénéficier d'un abaissement de son niveau de production sur une large part de ses champs qui ne sont aujourd'hui rentables qu'à des niveaux de prix élevés, et enregistrent actuellement d'importantes pertes. **Il s'agit ainsi d'une décision politique basée sur les promesses électorales d'AMLO.** Quoi qu'il en soit, et à ce stade, les engagements pris par les pays dans le cadre de cet accord ne semblent pas suffisants pour que les cours du brut se reprennent tant la baisse d'activité mondiale est forte.

3. PEMEX fait peser un risque systémique sur l'économie mexicaine.

Alors que le soutien du gouvernement fédéral à l'économie du pays ne dépasse pas à ce jour 1 % du PIB, le Président a décidé de renforcer son appui à PEMEX. Il a ainsi annoncé des exonérations fiscales supplémentaires pour 65 Mds MXN (2,6 Mds EUR). Cette mesure réduit fortement des ressources budgétaires déjà fragilisées et limitées alors qu'en parallèle le Président a réitéré son engagement à limiter l'endettement du Mexique. Enfin cette nouvelle exonération n'a pas été conditionnée à une restructuration de l'entreprise qui apparaît pourtant inévitable.

Cette approche politique d'un problème économique engendre un risque financier considérable pour les finances publiques mexicaines. Le FMI avait ainsi estimé potentiellement à 10 % du PIB le risque d'endettement que faisait peser PEMEX.

Suite à une première récession en 2019 en raison de facteurs endogènes, à -0,1 %, la crise mondiale liée au COVID-19 devrait significativement atteindre le Mexique : le FMI prévoit ainsi un repli de 6,6 % en 2020. Pays exportateur, Le Mexique, fortement intégré dans les chaînes de valeurs mondiales pâtira de la chute de la demande mondiale, impact renforcé par son interdépendance avec l'économie étatsunienne, destination de plus de 80 % de ses exportations. À l'instar des autres pays ayant mis en place ce type de mesures, la consommation interne, moteur traditionnel de l'économie mexicaine, devrait souffrir du confinement et d'une forte baisse des transferts de fonds des migrants.

Cette situation compliquée est aggravée par la baisse des prix du pétrole : la rente pétrolière contribue encore au budget Mexicain à hauteur de 17 % du PIB. Si les mécanismes de couvertures pétrolières du Ministère des Finances et de PEMEX protègent les finances publiques, elles ne suffiront certainement pas. PEMEX est couverte au prix de 49 USD/b à hauteur de 20 % de ses exportations (230 000 barils/j). Les finances publiques seraient couvertes à hauteur de 46 % de la rente. Enfin, si l'État peut encore puiser dans le fonds de stabilisation des revenus pétroliers, ce dernier va vite s'épuiser (utilisation prévue de 11,6 Mds EUR en 2020, le fonds sera réduit à 1,2 Md EUR).

Dans ce cadre, les notations créditrices de PEMEX et du Mexique ont été abaissées par plusieurs agences de notation, et PEMEX a perdu son statut de titre d'investissement le 17 avril dernier¹. Moody's a en effet été la seconde agence à abaisser la notation de PEMEX en catégorie de « *junk bond* » le 17 avril. L'agence de notation Fitch Ratings – qui a abaissé 3 fois la notation créditrice de PEMEX en un an² – avait préalablement placé PEMEX dans la catégorie des actifs spéculatifs en juin 2019. S&P a également abaissé la notation de PEMEX le 26 mars dernier, la maintenant au même niveau que la notation créditrice du gouvernement fédéral. Les marchés avaient pas ailleurs déjà pris en compte la situation de PEMEX avant la dégradation par Moody's : ses obligations s'échangeaient sur les marchés secondaires à des niveaux similaires aux autres *junk bonds* depuis déjà plusieurs mois. **Le nouveau**

¹ Un titre devient « spéculatif » à compter du moment où deux agences de notation parmi les trois plus grandes le considèrent comme tel

² Une première fois en juin 2019, une deuxième en mars dernier et une troisième fois le 17 avril dernier. Ces abaissements sont tour à tour entretenus par la dégradation endogène à PEMEX et à celle de son grand garant, l'État Fédéral mexicain.

caractère spéculatif des titres de PEMEX pourraient provoquer un désengagement massif des marchés financiers vis-à-vis de PEMEX, dangereux pour la balance des paiements mexicaine et le Peso Mexicain.

Marie PAUSADER –
marie.pausader@dgtresor.gouv.fr

Jacques ROBIN –
Jacques.robin@dgtresor.gouv.fr

Aurélien SALVINI –
aurelien.salvini@dgtresor.gouv.fr

Mexico, le 17 avril 2020

AMERIQUE CENTRALE

Panorama de l'économie numérique en Amérique Centrale (CA-4) / Synthèse

L'Amérique centrale (CA-4) fait actuellement face à une fracture numérique importante. L'accès à internet ainsi que l'appropriation des outils numériques par la population et les entreprises demeurent encore limités et inégaux. Des initiatives émergent néanmoins de la part des pouvoirs publics et du secteur privé pour réduire cette fracture numérique et gagner en compétitivité. Elles se traduisent notamment par une dématérialisation progressive des processus administratifs et des services offerts par les grandes entreprises. On note également l'émergence d'un écosystème startup qui ambitionne de devenir le principal hub technologique d'Amérique latine. (Voir l'étude complète sur les pages internet DG Trésor des pays couverts par le SE de Guatemala).

Cet article est une synthèse de l'étude réalisée par le Service Économique de Guatemala. La version complète est disponible en ligne : [LIEN](#)

1. L'Amérique centrale (CA-4) face au défi de la fracture numérique

a) Un accès internet encore trop limité et inégal

Les pays du CA-4 se caractérisent par un accès encore limité à l'internet fixe et mobile pour une majeure partie de la population. D'après Internet World Stats, seulement 17,2 millions de centraméricains, soit 43,2% de l'ensemble des habitants de la région, auraient accès à internet, un pourcentage, certes, en deçà de la moyenne mondiale établie à 57,2%, mais en progression ces dernières années. L'accès au très haut-débit mobile (4G) et à la fibre optique est néanmoins quasi inexistant, excepté dans les principales agglomérations.

Les fortes inégalités en termes d'infrastructures de télécommunications, selon que l'on se trouve en zone rurale ou urbaine, entraînent des disparités en termes d'appropriation des outils numériques et par conséquent d'importantes fractures numériques. S'agissant de la population, la fracture est d'autant plus forte dans les milieux ruraux qui sont généralement les plus défavorisés³. La fracture numérique entre grandes entreprises et microentreprises/PME⁴ est particulièrement nette. L'appropriation des outils digitaux est quasi nulle au sein de ces dernières, affectant ainsi globalement la compétitivité de la région. Les pays centraméricains figurent en outre parmi les derniers pays du classement du Forum Economique Mondial en termes d'adoption des NTIC (en moyenne, au 113^{ème} rang /145 pays).

b) Une transformation numérique de la région encore confrontée à de nombreux défis

La contribution publique des pays centraméricains (CA-4) en termes de budget dans les secteurs des nouvelles technologies est presque inexistante. Des efforts doivent être réalisés au niveau institutionnel pour financer de nouvelles infrastructures numériques et des programmes de formation, notamment dans les zones rurales jugées trop peu rentables par les principales entreprises de télécommunications de la région.

La législation concernant ce secteur est généralement obsolète et ne permet pas le déploiement de NTIC et d'infrastructures numériques de dernières générations. Une actualisation pour permettre des avancées technologiques plus affirmées et offrir un cadre propice au développement de projets numérique est nécessaire. Des défis institutionnels existent par ailleurs concernant la définition des

³ Les taux de pauvreté oscillent entre 50% et 65% selon les pays dans la région CA-4.

⁴ Les microentreprises et PME représentent 99% du tissu économique centraméricain, d'après le CENPROMYPE.

compétences, l'indépendance des différentes instances et l'assignation des spectres pour les télécommunications mobiles.

La présence d'un oligopole –partagé entre les *multilatinas* Claro et Tigo– favorise le maintien de prix relativement couteux des services de télécommunications, rendant ces derniers impossible d'accès pour une grande partie de la population.

2. Des initiatives prises aussi bien par les pouvoirs publics que par le secteur privé pour réduire la fracture numérique et gagner en compétitivité

- a) Malgré un intérêt tardif, une implication croissante des Etats en faveur du développement de l'économie numérique et de l'e-administration/e-gouvernement

Les thématiques liées à l'économie numériques entrent progressivement dans les agendas politiques des pays de la région. Des projets en faveur d'une plus grande démocratisation des NTIC émergent, souvent co-financés ou coconstruits avec des bailleurs de fonds internationaux.

Quelques initiatives en matière d'e-administration et d'e-gouvernement se développent en vue de rendre les procédures administratives plus fluides et transparentes. Les pays de la région misent en effet aujourd'hui sur la dématérialisation de leurs démarches afin de gagner en compétitivité et en efficacité (facture électronique, procédures douanières (DUCA), paiement en ligne des impôts, plateforme pour les appels d'offres et marchés publics (PDCC)). Les pays de la région accusent néanmoins toujours un certain retard en matière de dématérialisation de leurs procédures : avec un score moyen de 0,4787 points, la zone CA-4 est classée au 116^{ème} rang mondial (sur 193 pays) s'agissant de l'Indice de développement de l'E-Gouvernement de l'ONU – 21^{ème} rang au niveau Amérique Latine et Caraïbes (sur 29 pays).

- b) De la dématérialisation des activités traditionnelles à l'émergence d'un écosystème numérique

Le secteur privé joue un rôle moteur dans la transformation numérique des pays centraméricains.

Les secteurs porteurs, tels que les télécommunications, la finance, l'agriculture et certaines branches industrielles, ont tous initié une transformation numérique de leurs activités, aussi bien de leur fonctionnement interne que dans leur offre de services pour les clients.

La région attire de plus en plus de grands groupes internationaux du secteur du numérique. Les principales entreprises mondiales de ce secteur opèrent même déjà dans ces pays. On note par ailleurs une forte présence de centres d'appels, une industrie qui progresse fortement depuis plusieurs années et qui génèrent près de 200 000 emplois directs. Côté français, la licorne Sigfox, spécialisée dans l'Internet des objets (IoT) et qui figure dans l'indice français Next 40⁵, couvre désormais presque l'ensemble de la zone.

Des plateformes d'innovations sont peu à peu créées sous l'impulsion d'initiatives privées, favorisant l'émergence d'un véritable écosystème startup. La plupart des jeunes pousses se spécialisent dans des solutions d'outsourcing (développement web, webmarketing, cybersécurité, cloud...) et, entre autres, dans la FinTech (réception des fonds de transferts de migrants (*remesas*), inclusion financière...). Le Guatemala cherche à se positionner comme la Silicon Valley de l'Amérique Centrale et ambitionne de devenir le principal hub technologique d'Amérique latine au travers du Campus Tec, le plus grand campus de startups de la région.

⁵ L'indice Next40 regroupe les 40 jeunes entreprises françaises les plus prometteuses et susceptibles de devenir des leaders technologiques de rang mondial.

Commentaires: Même si encore limité, le secteur du numérique centraméricain est en pleine expansion et laisse manifestement entrevoir un vaste potentiel d'opportunités et de débouchés à l'offre française de solutions technologiques avérées et déjà reconnues sur le plan mondial. Les Etats s'investissent de plus en plus dans cette thématique, bien que leurs actions en la matière relèvent pour le moment bien souvent du déclaratif. Les pouvoirs publics ont pourtant un rôle primordial à jouer dans la région pour réduire la fracture numérique. Cela passe notamment par la modernisation des infrastructures de télécommunications et l'actualisation des législations liées aux NTIC afin d'instaurer un environnement propice au développement et à leur utilisation. Pour ce faire, une part plus importante des budgets des Etats doit être consacrée à ce secteur.

Clément GALLARDO –
clement.gallardo@dgtresor.gouv.fr

Antonio AVILA –
antonio.avila@dgtresor.gouv.fr
Guatemala, le 22 avril 2020

Guatemala

Les réactions rapides du gouvernement face à la pandémie de COVID-19 n'épargneront pas le pays d'une récession économique.

Le gouvernement guatémaltèque a rapidement pris la mesure de la crise sanitaire, prenant des mesures drastiques pour endiguer la propagation du virus. Si ces mesures sont pour l'instant relativement efficaces en termes épidémiologiques, la paralysie d'une grande majorité de l'activité économique entraînera le pays dans une récession en 2020, estimée à ce jour à environ -2%. Les conséquences sociales de cette récession, dans un pays où 70% des travailleurs appartiennent au secteur informel, pourraient être très difficiles si la crise venait à se poursuivre.

1. Une réaction rapide du gouvernement...

Face à la pandémie de coronavirus, le gouvernement guatémaltèque a été l'un des plus réactifs de la région : dès le 16 mars, alors que seuls 6 cas étaient recensés dans le pays, le président annonce des mesures drastiques telles que la fermeture des frontières, la fermeture des écoles et la cessation de toutes les activités économiques considérées comme non-essentiels. Dès le 22 mars, un couvre-feu est appliqué de 16h à 4h dans l'ensemble du pays (de 18h à 4h depuis le 20 avril). Ces mesures sont pour le moment renouvelées chaque semaine.

Ces mesures semblent avoir permis de limiter la propagation du virus dans le pays : au 20 avril, seuls 289 cas sont recensés et 7 décès (en hôpitaux), faisant du Guatemala le pays le moins touché de la région proportionnellement à sa population⁶. Il convient cependant de noter que ces chiffres sont critiqués, notamment car le pays réaliserait très peu de tests.

Cependant, les mesures radicales mises en place par le gouvernement ont inévitablement un coût économique d'ores et déjà important.

2. ...Qui n'empêchera pas une récession économique.

A l'instar d'une multitude de pays, les mesures restrictives de prévention et de confinement, imposées par les autorités afin de limiter la propagation du coronavirus se font déjà ressentir par bon nombre d'acteurs économiques. Elles ont pour conséquence une baisse de la demande et l'arrêt de très nombreux secteurs d'activité. La Chambre du Commerce du Guatemala estime à 129 M USD/jour le manque à gagner pour les entreprises du pays à cause des mesures de confinement. Les secteurs productifs non considérés comme "essentiels" par le gouvernement, comme la construction, le textile ou encore les centres d'appels, vont être particulièrement impactés du fait du quasi arrêt forcé de leur activité. L'arrêt des moyens de transport privés et publics dans le pays se traduit par l'indisponibilité des personnels pour les entreprises aux activités autorisées. Bien qu'encouragé, le recours au télétravail demeure pour le moment limité pour une grande majorité des employés en raison du peu de moyens technologiques dans leurs foyers.

De plus, l'économie guatémaltèque subit parallèlement les conséquences négatives du virus de ses principaux partenaires commerciaux et la récession mondiale attendue. En particulier, l'économie guatémaltèque est intimement liée à celle des Etats-Unis⁷ avec les effets domino à craindre sur le

⁶ A l'exception du Nicaragua, qui ne recense à la même date que 9 cas officiels.

⁷ Les Etats-Unis représentent près de 45% du commerce bilatéral du Guatemala.

ralentissement des échanges commerciaux tandis que la Chine est le 2^{ème} partenaire commercial et le 2^{ème} fournisseur du Guatemala.

Par conséquent, la Banque centrale du Guatemala prévoit cette année un ralentissement des transferts de fonds des migrants ("remesas") en provenance du grand voisin du Nord. Le Guatemala, 2^{ème} pays récepteur de "remesas" en Amérique latine après le Mexique, a capté en 2019 plus de 10,5 Mds USD de transferts de fonds des migrants (soit environ 13% de son PIB), dont 98% des Etats-Unis. Une déstabilisation de l'économie étatsunienne se matérialiserait par une diminution des "remesas" vers le Guatemala (et pays voisins). Ce phénomène est déjà visible : le pays a capté 747 M USD en mars, soit une baisse de 7,5% par rapport à février et de 9,6% par rapport à mars 2019.

Ainsi, les prévisions de croissance pour le Guatemala ont été revues à la baisse : le FMI anticipe une récession de -2,0% en 2020 et la Banque mondiale de 1,8%.

3. Une crise économique qui pourrait provoquer une crise sociale

Comme de nombreux pays de la région, les répercussions sociales de la crise sanitaire risquent d'être d'autant plus sévères au vu de la prévalence de l'informalité et de la pauvreté dans le pays.

Selon les données de la Banque centrale du Guatemala, 4,8 millions de travailleurs (représentant 70% de l'emploi et 22% du PIB) travaillent dans l'économie informelle, et n'ont pas accès à un régime de sécurité sociale ou à des systèmes assurantiels de prise en charge. Les revenus de cette importante frange de la population se seraient contractés de 80% depuis l'instauration des mesures gouvernementales, pouvant avoir des répercussions sociales dramatiques. Pour rappel, 60% de la population guatémaltèque se trouvent en situation de pauvreté et de survie journalière d'après la Banque Mondiale. Les programmes sociaux annoncés par le gouvernement (*voir infra*) ne sauraient suffire à faire face aux manques de revenus provoqués par les mesures de confinement et le pays pourrait également connaître une crise sociale profonde.

4. Un plan de réactivation économique qui risque de peser sur les finances publiques

Face à cette situation, le gouvernement a présenté dès le 18 mars dernier un plan de réactivation économique, relativement ambitieux, afin d'anticiper les impacts économiques prévisibles de la crise. Ce « Plan National d'Urgence et de Réactivation Economique » s'appuie avant tout sur :

- i) des politiques contra cycliques** (élargissement du budget de près d'1 Md USD⁸, baisse du taux directeur⁹, fonds de garanties de 13 M USD pour les PME...)
- ii) la mise en place de programme sociaux** en faveur des populations les plus défavorisées (mise en place d'un fonds de 46 M USD provenant de transferts monétaires temporaires pour les 160 000 familles les plus vulnérables du pays ; de 22 MUSD pour la remise en état des établissements éducatifs ; de 13 MUSD pour des programmes de financement de logements sociaux, ainsi que la mise en place de programmes sociaux pour la dotation alimentaire.).

Il convient également de noter que depuis l'annonce du plan, et face aux difficultés des populations les plus vulnérables, le gouvernement a également mis en place les *Bonos familiares* (aide monétaire de 130

⁸ Le déficit budgétaire du pays devrait atteindre 4,4% du PIB en 2020 selon le FMI, contre 2,3% en 2019.

⁹ Le taux directeur a été baissé à deux reprises depuis le début de la crise : baisse de 0,5 point le 19 mars puis baisse de 0,25 point le 25 mars pour atteindre 2% contre 2,75% initialement.

USD) pour aider les familles les plus vulnérables et une aide alimentaire dans les zones de la capitale les plus en difficultés.

Enfin, s'ajoutent un certain nombre de mesures financières, comme le report de 3 mois du paiement des parts patronales et autres redevances pour les employeurs du secteur privé ou le remboursement différé des dettes des particuliers. Le secteur privé réclame également le report du paiement des impôts des entreprises tant qu'est maintenu la situation d'urgence sanitaire et les mesures restrictives du gouvernement, sans avoir pour l'instant obtenu gain de cause.

Pour financer ces mesures, le gouvernement a eu recours à un endettement massif : l'Etat a contracté une dette de 3,8 Mds USD (4,8% du PIB). Le Congrès a autorisé sept prêts de banques multilatérales de développement pour un montant total de 1,3 Md USD : un de la Banque mondiale (200 MUSD), deux de la BCIE (493 MUSD) et quatre de la BID (560 MUSD). Outre les prêts accordés par ces organisations internationales, le Ministère des Finances a reçu l'approbation du Congrès pour l'émission de 2,5 Mds USD de bons du Trésor, dont 1,43 Md USD qui seront absorbés par la banque centrale (Banguat), comme l'autorise la Constitution du Guatemala. Cet endettement risque de peser sur les finances publiques, notamment alors que les recettes de l'Etat, déjà faibles normalement (la charge fiscale du Guatemala est l'une des plus faibles du monde à 10% du PIB en 2018), devraient être sensiblement impactées par la récession à venir. Si cela ne pose pas de risque substantiel pour la dette publique, parmi les plus faibles de la région (25% du PIB environ), cela pourrait limiter à moyen-terme les marges de manœuvre du gouvernement dans un pays où l'investissement public est déjà très faible et affecter la reprise.

Dans ces conditions, l'agence de notation Fitch Ratings a rétrogradé le 3 avril de BB à BB- (avec perspectives stables) la qualification du risque pays du Guatemala, anticipant une forte contraction de la croissance en 2020 (entre +0,5% et +1,5%, selon la banque du Guatemala) et une chute des recettes fiscales en raison de la crise du COVID-19.

Commentaire: Face à la crise sanitaire liée au COVID-19, le gouvernement guatémaltèque a fait le pari de l'endettement pour financer son plan de relance économique et les dispositifs de soutien mis en place. Si le pays bénéficie de cette marge de manœuvre au vu de la relative faiblesse de sa dette publique (25% du PIB environ fin 2019), cette stratégie pèsera sur les finances publiques à moyen-terme. A plus court-terme, les mesures de soutien auront du mal à protéger les travailleurs du secteur informel (70% de la population active) qui risquent d'être les plus touchés. La durée de la crise et de la reprise seront déterminantes pour établir l'ampleur des conséquences économiques et sociales de la pandémie.

Clément GALLARDO –

clement.gallardo@dgtrésor.gouv.fr

Antonio AVILA –

antonio.avila@dgtrésor.gouv.fr

Annabel LEENHARDT –

Annabel.leenhardt@dgtrésor.gouv.fr

Aurélien SALVINI –

aurelien.salvini@dgtrésor.gouv.fr

Mexico, le 17 avril 2020

REPUBLIQUE DOMINICAINE

En raison de la crise sanitaire du Covid-19, l'économie dominicaine va décroître en 2020

La dépendance de l'économie dominicaine à l'influence états-unienne en termes de commerce extérieur, de tourisme et de transferts de la diaspora présente un risque majeur. L'arrêt depuis mi-mars de l'économie touristique ne devrait pas être compensé par la revalorisation des exportations d'or ou la baisse de la facture énergétique. L'économie dominicaine devrait ainsi enregistrer un repli de son activité en 2020, malgré un potentiel initial de croissance estimé à 5 % par le FMI.

1. Le confinement conduit à une forte réduction de l'activité.

a) Le secteur du tourisme – essentiel à l'économie – est à l'arrêt depuis mi-mars.

La fermeture des frontières terrestre, aérienne et maritime décidée en dernière extrémité devant la progression du Covid-19 concentrera l'impact négatif sur le tourisme. En effet, celui-ci a accueilli 6,4 M de visiteurs étrangers en 2019 et compte pour près de 10 % du PIB. Il représente également plus d'un tiers des exportations et concentre 30 % des IDE. L'impact de l'arrêt du tourisme pourrait surpasser sa seule contribution au PIB étant donné qu'il se fournit pour moitié auprès de l'économie domestique (alimentation, biens de consommation, construction). Le secteur touristique devrait chuter entre 30 % et 60 % sur l'année.

Le gouvernement a par ailleurs dressé une liste des secteurs essentiels dont l'activité doit être maintenue. Si l'on prend l'exemple de l'industrie alimentaire, elle a certes toujours le débouché des supermarchés en ayant perdu celui des hôtels et restaurants. L'arrêt du commerce non alimentaire, de l'industrie et de la construction est généralisé depuis la mi-mars. Cette baisse de l'activité a une incidence sur le secteur de l'énergie. Seul le secteur minier semble en mesure de croître en 2020.

b) La République dominicaine devrait enregistrer une baisse de son déficit commercial en 2020.

Économie insulaire, fortement dépendante de l'extérieur pour son approvisionnement, la République dominicaine exportait 55 % de la valeur de ses importations en 2019, principalement vers les Etats-Unis et l'Europe. Ce taux devrait progresser en raison d'une baisse généralisée des importations, et notamment de la chute de la facture pétrolière. En revanche, les exportations diminueront tout en profitant du dynamisme des minerais (+ 15 % en valeur en 2019) et principalement de l'or (14 % des exportations en 2019).

c) Le secteur bancaire, solide et bien réglementé, devrait bien résister à la crise.

Avant la crise sanitaire, les risques macro-financiers étaient limités, le secteur financier jugé sain et bien régulé selon le FMI. Pour mémoire, la République dominicaine a fait en sorte d'assainir son secteur bancaire depuis la crise bancaire de 2003. Fin 2019, le secteur bancaire disposait d'un portefeuille de prêt de 18 Mds USD (+ 11,8 % g.a.) destiné pour moitié aux entreprises. Les mesures monétaires mises en place par la Banque centrale pour favoriser les capacités de prêt pourraient ainsi donner des liquidités nécessaires aux entreprises.

2. Les situations monétaires et budgétaires présentent des risques significatifs.

a) La balance des paiements devrait largement souffrir de la crise.

Outre son impact sur la consommation des ménages, la baisse des transferts de la diaspora contribuera à la baisse des entrées de devises. Ces transferts représentaient ainsi plus de 7 Mds USD (8 % du PIB) en 2019. À 77 % issus des Etats-Unis, et pour 10 % d'Espagne, les transferts de la diaspora

devaient subir le coût du repli économique significatif de ces deux partenaires, alors que leur dynamique a été très favorable ces dernières années (+ 43 % en quatre ans). Le *Havana Consulting Group* estime ainsi qu'ils baisseront de 25 % en 2020.

La chute du secteur touristique – 7,47 Mds USD de recettes en 2019 – contribuera à une baisse des entrées de devises qui sera difficilement compensée par la baisse de la facture pétrolière et l'augmentation de la valeur des exportations d'or. Les économies dues à la baisse des prix du pétrole – estimées à 1,9 Mds USD – et la progression attendue des recettes aurifères – 1,54 Mds USD en 2019 – ne devraient pas suffire. La baisse effective du volume de devises dépendra de l'impact réel de la crise sur le tourisme. Le Peso dominicain s'est déprécié en 2019 de 5,9 % par rapport au dollar étatsunien, dans le cadre de la politique de change flexible contrôlé de la Banque centrale (dépréciation déjà supérieure aux années précédentes). Pour mémoire, les réserves de la Banque centrale représentent 8,6 Mds USD fin 2019, soit 69 % du niveau recommandé par le FMI étant donné le régime de change.

b) **Le résultat budgétaire dépendra du niveau des rentrées fiscales.**

Alors que les finances publique dominicaines sont déjà fragilisées (déficit de 3,3 % et dette à 54,3 % du PIB en 2019 selon le FMI), **la baisse de l'activité économique conduira à une diminution du niveau de collecte fiscale (et notamment sur le tourisme et les taxes pétrolières).** À 13,7 % en 2019, les rentrées fiscales baisseraient entre 2,3 et 3 points de PIB selon la BID. La production aurifère apportera cependant une part plus importante de revenus à l'État. Les programmes du gouvernement pour répondre à la crise du Covid-19, notamment pour venir au soutien des ménages en temps de confinement, vont augmenter les dépenses de cette année électorale. **Le déficit budgétaire devrait représenter au moins deux fois la prévision du budget 2020 fixée à 2,2 % du PIB.**

Dans ce contexte, le gouvernement a fait appel aux bailleurs (Banque mondiale, BID et AFD) et demandé un prêt au FMI.

Jacques ROBIN –

Jacques.robin@dgtrésor.gouv.fr

Jean-Baptiste DABEZIES –

Jean-Baptiste.DABEZIES@dgtrésor.gouv.fr

Saint-Domingue, le 21 avril 2020

CUBA

Le commerce bilatéral entre la France et Cuba en 2019

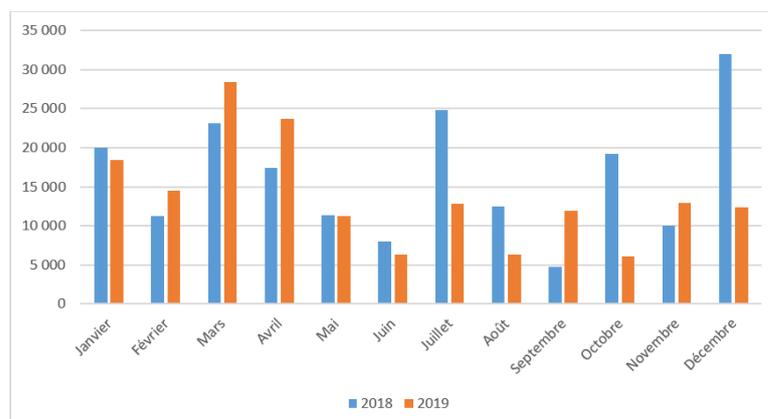
Les échanges commerciaux entre la France et Cuba ont diminué en 2019, mettant fin à la forte tendance à la hausse amorcée en 2016. Ils sont passés d'une valeur de 221 MEUR à 189 MEUR, soit une baisse de 14,6%. Cette dernière s'explique principalement par le déclin de 14,9% des exportations françaises vers l'île - tant la structure du commerce bilatéral est favorable à la France -, et dans une moindre mesure par le fléchissement des importations françaises de 12,4%.

1. La crise de liquidité cubaine contraint à une baisse et à un recentrage des exportations françaises vers Cuba

Après 3 années consécutives à la hausse, les exportations françaises vers Cuba reculent (-14,9%) pour atteindre 165 MEUR (194,2 MEUR en 2018). **Elles restent toutefois largement motrices pour notre commerce bilatéral**, représentant près de 87,5% de nos échanges.

Nos exportations **n'ont cependant commencé à décrocher qu'au mois de mai** : elles ont ainsi augmenté de 18,7% lors des quatre premiers mois de 2019 puis ont chuté de 34,6% sur les huit derniers mois de l'année (80,1 MEUR en 2019 contre 122,5 MEUR en 2018).

Exportations françaises vers Cuba par mois 2018 – 2019 (en milliers d'euros)



Source : Douanes Françaises

La moyenne mensuelle des ventes françaises s'élève ainsi à 21,3 MEUR au premier quadrimestre et à 10 MEUR entre mai et décembre 2019.

La quasi-intégralité des produits exportés est orientée à la baisse, à l'exception notable des céréales (à l'exclusion du riz), **légumineuses et oléagineux**. Leurs exportations ont connu une croissance de 14% entre 2018 et 2019, **profitant de la dépendance cubaine aux importations alimentaires** (le pays importe plus de 70% de ses besoins alimentaires) **et de la facilité offerte par la ligne de crédit à court terme de Bpi Assurance Export**. Ces produits agricoles (principalement du blé et du malt dans une moindre mesure) s'affirment ainsi comme la principale source d'exportations françaises vers l'île, représentant plus de 50% de ces dernières, pour une valeur de 82,7 MEUR en 2019.

Tous les autres grands postes d'exportations françaises ont enregistré des baisses plus ou moins marquées, que ce soient les produits métallurgiques et métalliques (-8,5%), les matériels de transport (-18,5%), les équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique (-25,3%), les produits chimiques, parfums et cosmétiques (-44,7%) ou les produits des industries agroalimentaires (-61,4%). Concernant cette dernière catégorie, la chute se justifie principalement par l'absence

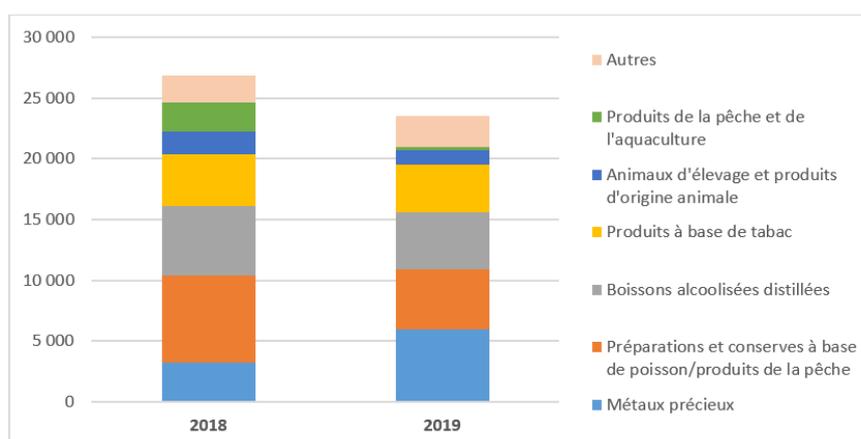
d'exportations françaises de sucre. En 2018, elles avaient atteint 12,5 MEUR, répondant à une situation conjoncturelle : les récoltes, insuffisantes, avaient en effet contraint l'île à en importer pour la première fois de son histoire afin d'honorer ses engagements de livraison à l'international, entre autres vers la Chine, tout en assurant le maintien d'une offre suffisante sur le territoire national.

L'aggravation de la crise de liquidité, notamment dû à la recrudescence des sanctions étatsuniennes, **condamne Cuba** d'une part à **réduire ses importations** et d'autre part à **orienter en priorité ses dépenses vers des postes incompressibles**, entre autres les denrées alimentaires.

2. La crise de liquidité cubaine contraint à une baisse et à un recentrage des exportations françaises vers Cuba

Pour la deuxième année consécutive, les importations françaises fléchissent (-12,4%), atteignant 23,5 MEUR en 2019 contre 34,8 MEUR deux ans plus tôt. **La plupart des produits importés ont décliné**, comme les produits à base de tabac (-10,8%) et les boissons alcoolisées distillées (-17,6%). **Le dynamisme des importations de métaux précieux** (+86,2%), d'or et d'argent essentiellement, **a néanmoins permis de freiner la tendance**.

Décomposition des importations françaises depuis Cuba 2018 – 2019 (en milliers d'euros)



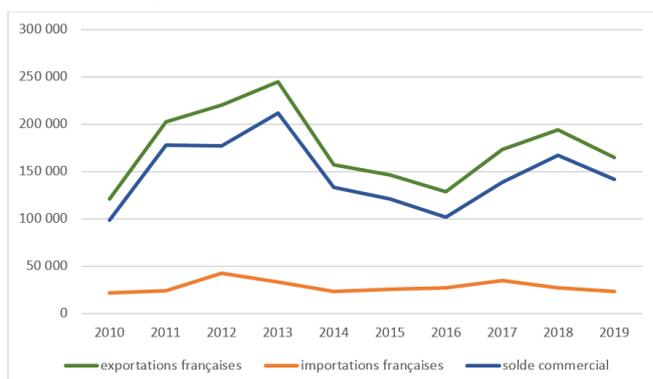
Source : Douanes Françaises

Les ventes cubaines sont particulièrement stéréotypées, les quatre premiers postes – dont trois sont des secteurs traditionnels d'exportation cubaine - représentent ainsi près de 83% des importations totales, reflétant les faiblesses sectorielles et structurelles d'une économie très peu diversifiée.

3. Le solde commercial est toujours largement favorable à la France

Les échanges bilatéraux étant particulièrement déséquilibrés au profit de la France, l'évolution du solde commercial est fortement corrélée à celle de nos exportations.

Evolution des échanges bilatéraux Franco-Cubain 2010-2019 (en milliers d'euros)



Source : Douanes Françaises

Ainsi, le surplus en faveur de la France diminue de 15,4%, passant de 167,3 à 141,6 MEUR.

Rémi MANTET-GAY –
remi.mantet-gay@dgtrésor.gouv.fr

Michel OLDENBURG –
Michel.OLDENBURG@dgtrésor.gouv.fr

FOCUS STATISTIQUE

MEXIQUE	AMÉRIQUE CENTRALE						CARAÏBES				
	Guatemala	Panama	Costa Rica	El Salvador	Honduras	Nicaragua	Rep. Dom.	Haïti	Jamaïque	Trinité et Tobago	
INDICATEURS INTERNES											
PIB Nominal (Mds USD)	1 220	79,0	65,2	59,0	26,0	23,8	13,8	80,9	9,5	15,4	22,3
PIB / habitant (USD)	9 807	4 575	15 679	11 744	3 923	2 521	2 108	7 880	857	5 392	16 223
Croissance du PIB...											
...2018 (e)	2,0 %	3,1 %	3,9 %	2,7 %	2,5 %	3,7 %	-4,0 %	7,0 %	1,5 %	1,4 %	0,3 %
...2019 (p)	1,6 %	3,5 %	6,0 %	2,9 %	2,5 %	3,4 %	-5,0 %	5,1 %	1,5 %	1,7 %	0 %
Inflation moyenne (2018)	4,8 %	2,3 %	0,2 %	2,0 %	0,4 %	4,2 %	3,9 %	1,2 %	14,6 %	2,4 %	1,0 %
Taux de chômage moyen	3,3 %	-	6,4 %	10,2 %	6,7 %	5,6 %	15,2 %	5,2 %	-	11,6 %	4,9 %
Solde Budgétaire (2017) (Total ; Primaire)	-2,3 % ; 1,8 %	-1,7 % ; -0,3 %	-2,0 % ; -0,3 %	-6,0 % ; -2,4 %	-2,5 % ; 0,9 %	0,3 % ; 1,0 %	-4,3 % ; -3,1 %	-3,0 % ; 0,4 %	-2,3 % ; -2,0 %	0,2 % ; 7,0 %	-5,5 % ; -3,0 %
Dettes Publiques (% du PIB)	54,1 %	24,5 %	39,4 %	53,5 %	67,1 %	40,3 %	37,2 %	41,6 %	33,0 %	99,4 %	45,3 %
INDICATEURS EXTERNES											
Exportations FR (MEUR)											
...2018	3 275	58	457	57	208	18	9	119	51	29	29
...2017	3 384	54	332	60	23	22	10	150	52	49	32
...2016	3 702	56	288	60	25	16	10	144	44	22	30
Solde bilatéral pour la France ...2018	956 M€	11 M€	439 M€	-160 M€	197 M€	-93 M€	-40 M€	-24 M€	28 M€	-29 M€	-181 M€

Notes : * Les données sont issues de la base de données du rapport *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2019 du Fonds Monétaire International et de données issues des douanes françaises traitées par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères.

* Les données concernant le Gouvernement (dette et situation budgétaire) concernent le Gouvernement central, à l'exclusion des entreprises publiques.

* Pour le Mexique, les chiffres pour la dette (54,1 %) et le solde budgétaire primaire (1,8 %) indiqués sont ceux retenus par le FMI afin de conserver l'homogénéité et la comparabilité avec les autres économies présentées. L'estimation diffère du calcul du Ministère des Finances mexicain (44,8 % pour la dette publique et 0,6% pour le solde budgétaire primaire).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Mexico

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Publication du Service Economique Régional de Mexico

Ambassade de France au Mexique

Campos Eliseos 339, Col. Polanco

11560 MEXICO D.F.

Auteur : SER de Mexico

Avec le concours des Services économiques de Guatemala, de Panama, de Saint-Domingue et de Cuba

© DG Trésor

